

Situation et perspectives en France après la
fin de la guerre d'Algérie et tâches du P.C.I.

-:-:-:-:-

Bulletin intérieur :
préparation du 16e Congrès
N° 1

1 Fr

I - LA SITUATION INTERNATIONALE

La situation en France et ses perspectives doivent être placées dans le cadre de la situation mondiale et de ses perspectives. Les limites de la défaite de mai 1953 ont été précisément déterminées par les rapports de forces à l'échelle mondiale et leur orientation.

Le rapport de forces entre l'impérialisme et la révolution mondiale se détériore de plus en plus au détriment de l'impérialisme, non seulement globalement, mais aussi, à présent, dans les divers secteurs principaux du monde :

a) sur le plan de la révolution coloniale. Le peuple algérien a emporté son indépendance après une lutte acharnée qui a duré près de huit années. La révolution angolaise s'amplifie et ouvre la voie à la révolution dans l'Afrique du Sud. En Extrême-Orient, l'équilibre établi à la suite de la guerre de Corée et inscrit en 1954 dans les accords de Genève est rompu : le Sud-Vietnam connaît une nouvelle lutte de guerillas, l'impérialisme américain envoie des troupes en Thaïlande pour maintenir la "neutralité" du Laos. Malgré certains succès capitalistes dans quelques pays d'Amérique Latine, l'exemple de Cuba y trouve un écho croissant. Dans plusieurs pays se trouve mis à l'ordre du jour le problème de la transcroissance de la révolution coloniale, de sa phase nationale bourgeoise en révolution socialiste.

b) dans les Etats ouvriers, la progression économique se poursuit globalement, bien que des difficultés nombreuses, variables suivant les différents pays, se fassent jour. Le problème d'une véritable planification à l'échelle des Etats ouvriers se fait de plus en plus sentir.

Mais, le plus important, c'est la manifestation dans ces Etats d'un renouveau de conscience politique, même s'il prend des formes encore vagues.

La direction de la bureaucratie, surtout de la bureaucratie soviétique, est obligée de louvoyer, de manœuvrer; le conflit sino-soviétique subsiste dans le fond; la crise internationale du stalinisme continue de s'approfondir.

c) dans les Etats capitalistes économiquement développés, bien que le rapport des forces reste toujours en faveur du capital, on aperçoit désormais les premiers signes d'une détérioration. L'économie connaît un essoufflement, une stagnation, des dangers d'inflation, et même des craquements (chute à la Bourse de New-York du 23 mai).

En même temps que l'économie des Etats ouvriers constitue un concurrent de plus en plus considérable, de grands changements se produisent parmi les Etats capitalistes. La constitution de la Communauté Economique Européenne et l'intégration probable en son sein de l'Angleterre et de la plupart des pays capitalistes européens de l'ancienne zone de libre échange, produiront une nouvelle unité politico-économique de dimensions comparables aux Etats-Unis et à l'URSS. Cette tentative capitaliste d'adaptation aux conditions résultant de la deuxième guerre mondiale pose de nouveaux problèmes : aux Etats-Unis dont l'hégémonie sur le monde capitaliste subit une éclipse, aux Etats européens auxquels l'unification impose de grandes transformations internes pour ne pas être défavorisés au sein du Marché Commun; aux Etats ouvriers qui sont obligés d'adapter le Comecon à la situation nouvelle. Enfin, le mouvement ouvrier européen va se trouver placé devant de nouveaux problèmes, ses grandes luttes devront de plus en plus se situer à l'échelle européenne.

On assiste depuis un certain temps au début d'un renouveau des actions des masses sur le continent européen. En Espagne et au Portugal, les régimes de Franco et de Salazar sont entrés dans une période de crise.

Après plusieurs années pendant lesquelles les organisations ouvrières des pays capitalistes ne recrutaient pas de jeunes, on assiste à une politisation grandissante dans la jeunesse. Même aux Etats-Unis, où le mouvement ouvrier est le plus arriéré politiquement, il y a un renouveau dans la jeunesse universitaire stimulée par le mouvement des Noirs, lui-même impulsé par les progrès de la révolution coloniale.

Cependant, il ne faut aucunement exagérer le niveau auquel on est parvenu en général. Nous n'en sommes qu'au début, et nous n'apercevons en général que les premiers signes de crise dans les organisations de masses de ces pays. Les directions ne sont pas encore fortement mises en cause. On peut dire qu'en général l'apathie qui a suivi l'épuisement de l'après-guerre se dissipe, que les nouvelles générations ne voient pas dans la prospérité économique et les avantages limités qu'elle a entraînés un motif d'inactivité sociale, que les freins sont en train de se desserrer mais que les forces motrices de la révolution ne sont pas encore entrées largement en mouvement. Si le démarrage est lent et difficile, il ne s'ensuit pas que le mouvement aura toujours la même allure, bien au contraire.

Si l'on examine l'évolution du mouvement ouvrier européen dans l'entre-deux-guerres, l'espoir suscité par Octobre, puis le reflux marqué par la dégénérescence en URSS, la défaite en Allemagne, puis l'espoir et la défaite en Espagne, on peut être certain que la "déstalinisation" en URSS et les récents événements en Espagne contribueront à ranimer la classe ouvrière européenne.

II - LA SITUATION FRANÇAISE A UN TOURNANT

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, la situation française avait été marquée par la poursuite de guerres coloniales, pendant 10 années au Vietnam, puis pendant près de 8 années en Algérie.

Le capitalisme français est sorti de cette période, surtout à la suite de la guerre d'Algérie à laquelle il avait consacré une très importante partie de ses forces armées, avec un bilan globalement négatif : la perte de son ancien Empire. Cependant, cette défaite a été assumée par la lutte héroïque des masses coloniales, non par l'action directe des masses travailleuses de France. Celles-ci n'ont compté que par la lassitude et le manque d'intérêt qu'elles éprouvaient à l'égard de ces guerres. Dans ces conditions, l'impérialisme français, si éprouvé qu'il l'ait été par ces luttes qui ont abouti à sa défaite, a pu réagir de façon empirique et instaurer un régime bonapartiste.

Nous examinerons plus loin les perspectives du régime gaulliste. Succédant au régime parlementaire de la IV^{ème} République qui n'avait pas pu répondre au besoin du grand capital de se dégager de la guerre d'Algérie (besoin ressenti bien avant mai 1958), le régime gaulliste est parvenu, à travers une série de manœuvres pragmatiques, à désorienter les forces réactionnaires acharnées à maintenir "l'Algérie Française" et à passer des accords avec la direction de la Révolution algérienne. Les conditions dans lesquelles ce "dégagement" est survenu n'assurent pas la stabilité du régime gaulliste mais il n'en reste pas moins qu'un tournant s'opère dans la situation française.

Au cours des années précédentes, tous les problèmes de la société française étaient contraints de passer par le cadre de la guerre d'Algérie, qui les déformait. Désormais de nouvelles préoccupations se feront jour, qui ne seront plus dominées par cette concentration de forces sur le problème algérien. La jeunesse dont toute la partie masculine était happée par cette guerre pourra désormais employer ses énergies à créer son propre avenir.

C'est une situation nouvelle à laquelle le régime, les partis ouvriers et les organisations de masse auront à faire face. Il ne sera plus possible d'invoquer la "guerre d'Algérie" soit pour faire passer certaines mesures, soit pour justifier certaines carences et trahisons.

III - LA CONCENTRATION DE L'ECONOMIE FRANCAISE

D'une façon générale, l'économie française suit l'évolution de la conjoncture de l'économie capitaliste mondiale, dominée par l'économie des Etats-Unis, malgré les modifications qui se sont produites entre ceux-ci et l'Europe occidentale en faveur de cette dernière.

Dans le Marché Commun européen, le capitalisme français occupe une place moyenne. Le Marché Commun européen s'est constitué sans donner lieu jusqu'à présent à trop de tensions intérieures du fait que cette opération s'est produite dans une période de bonne conjoncture économique, dont tous les capitalismes ont profité. Dès que la conjoncture ne sera plus aussi bonne, on verra s'exacerber une concurrence intérieure, qui se manifeste d'ailleurs déjà, parce que les capitalistes comprennent fort bien qu'il n'y aura pas un développement harmonieux et homogène au sein de la Communauté européenne.

Pour défendre ses positions au sein du Marché Commun et, si possible, les améliorer, le capitalisme français est actuellement engagé dans une poursuite de la concentration à un rythme plus accéléré. Dès l'arrivée au pouvoir de de Gaulle, nous avons souligné qu'il était soutenu par les couches les plus dynamiques et les plus puissantes du grand capital, qui ne voulaient plus être embarrassées par la machine parlementaire à une période où avait été achevé le renouvellement de l'industrie lourde, et d'un certain nombre d'industries essentielles et où il fallait assainir l'économie dans les domaines si complexes des industries de transformation, de la distribution et de l'agriculture.

Ce programme est ouvertement affiché, et s'opère sans aucun fard par un gouvernement actuellement présidé par un représentant de la Banque Rothschild.

Sur le plan des industries de transformation, la concentration s'opère au moyen de très nombreux accords, ententes entre firmes, y compris entre firmes moyennes. Les "directives" du nouveau "plan quinquennal" opèrent dans le même sens, et il est très probable qu'une politique de crédit sera suivie pour favoriser cette concentration, qui est beaucoup plus difficile à effectuer que dans le cas de l'industrie lourde. Une des manifestations les plus spectaculaires de la différence avec la IVème République dans ce domaine est le poids très diminué de l'organisation dite des Petites et Moyennes Entreprises. Cependant le grand capital et le pouvoir cherchent à éviter dans le domaine industriel de trop grandes perturbations et des licenciements trop nombreux d'un seul coup, de façon à ne pas alarmer outre mesure la classe ouvrière.

Sur le plan de la distribution, nous assistons à diverses tentatives, parfois opposées les unes aux autres, mais qui ont cependant le même but : réduire le petit commerce (petit par son volume), au profit d'un système très concentré de distribution (Supermarchés, ...). Depuis quelques temps des capitaux importants

sont investis à cet effet. Tandis que pour les industries de transformation, il est procédé avec des ménagements pour éviter autant que possible des fermetures d'entreprises et ne créer que le minimum de chômage, dans la distribution la politique suivie ne tiendra guère compte des situations acquises, n'hésitera pas à provoquer des faillites et la fermeture de petites boutiques. Il n'y a pas là un véritable danger de chômage, ni surtout un grand danger social pour le grand capital.

Dans le domaine de l'agriculture, le gouvernement a fait voter une loi qui vise à créer une agriculture pour le Marché européen, c'est-à-dire une agriculture capitaliste, concentrée, d'où seront éliminés les parcelles trop petites, les paysans vivant suivant une vieille tradition de leur "petit lopin de terre".

Le gouvernement entend ouvertement accélérer la diminution de la population rurale et augmenter la main d'œuvre disponible dans les villes.

Ainsi la société française est engagée dans des transformations considérables, comme elle n'en avait pas connu depuis plus d'un siècle, sous l'instigation d'une partie très dynamique du grand capital, qui ne se contente pas des avantages normaux que possède le grand capital, mais se sert d'un pouvoir d'état, qui, dans les conditions actuelles, se trouve entre un très petit nombre de mains et peut agir avec beaucoup d'arbitraire, y compris à l'égard de capitalistes individuels.

La concentration largement étendue à des secteurs qui, jusqu'alors, n'en étaient que faiblement et lentement affectés, et l'intégration de plus en plus poussée dans la nouvelle unité politique économique que sera l'Europe, constituent les deux éléments les plus importants qui détermineront de profondes transformations de la société française.

En ce qui concerne la perte de l'empire colonial, comme il a été montré à nos 5ème et 6ème Congrès Mondiaux, les effets économiques, tant que les anciennes colonies restent dans la sphère du système capitaliste, sont relativement limités, et ont été contrebalancés par d'autres transformations technologiques et économiques du monde d'après guerre. Par contre, le développement ultérieur de la Révolution algérienne, s'il entraîne comme cela est très probable une révolution sociale en Algérie, aura des conséquences économiques et plus encore politiques sur la société française.

IV - LA BOURGEOISIE, LA PETITE BOURGEOISIE, ET LE REGIME GAULLISTE

Le régime gaulliste, nous l'avons souligné à maintes reprises, ne repose que sur une couche sociale très étroite.

Les couches traditionnelles de la grande et moyenne bourgeoisie ont accepté ce régime; elles le subissent par nécessité, sont incapables de lui opposer une autre politique, mais manifestent de très grandes réserves à son égard, et depuis la conclusion des accords d'Evian, celles-ci se sont renforcées. Non en raison de ces accords, mais parce qu'elles craignent l'avenir. L'attitude adoptée par tous les partis traditionnels de la bourgeoisie (depuis les Indépendants à droite jusqu'aux Radicaux à gauche) ne provient pas d'un attachement au régime de démocratie parlementaire, mais de la défense des éléments assis de la bourgeoisie à l'égard d'un régime qui agit arbitrairement même à leur égard, et qui pour transformer le pays (ce qu'ils souhaitent) introduit en même temps le désordre dans les institutions, risquant de déboucher à la succession de de Gaulle sur ce qui pour eux est l'aventure.

Les partis bourgeois traditionnels, ont pris successivement leurs distances du gouvernement, et ainsi donnent l'apparence de ne pas être liés au régime gaulliste. Mais ils n'ont pas l'intention de mener une lutte résolue pour le renverser. En outre, ils présentent la plus extrême confusion sur le plan du programme, et sont divisés. Des Radicaux aux Indépendants, on trouve chez chacun d'eux toutes les tendances et nuances. Quant à l'UNR qui a été constituée avant tout comme une association de soutien inconditionnel à de Gaulle et qui l'est devenue presque totalement après l'élimination de l'aile Soustelle, elle ne vit que comme organisation appuyée par le pouvoir gaulliste et comme syndicat d'appétits autour du régime, mais n'est pas du tout parvenue à s'implanter politiquement dans la bourgeoisie ou la petite bourgeoisie. De Gaulle utilise l'impuissance des formations provenant du régime démocratique défunt pour leur porter des coups et affaiblir et discréditer davantage encore le Parlement croupion. Il tend à donner à son régime l'aspect bonapartiste le plus net, en se débarrassant des atours démocratiques qu'il avait dû accepter pour réussir l'opération du 13 mai.

Dans la petite bourgeoisie, accompagnant la venue du régime gaulliste, on assiste d'une part à la dépolitisation accentuée de la plus grande partie, d'autre part à une polarisation de minorités vers le fascisme et vers la gauche. En raison de l'évolution de la situation (concentration, perte de l'Empire, carence des directions ouvrières) les éléments pour la formation d'un courant ultra-réactionnaire, fascisant, rassemblant les victimes de la concentration capitaliste, les pieds-noirs réfugiés en France, des officiers et sous-officiers ayant quitté l'armée, etc. se multiplient. Aux anciens poujadistes, qui ont fourni bien des éléments activistes au cours des dernières années, viendront s'ajouter des couches plus jeunes susceptibles de donner des troupes de choc pour s'en prendre au mouvement ouvrier et à ses manifestations.

Les attentats terroristes sont l'œuvre d'éléments désespérés par la défaite qu'ils ont subis en Algérie. Ceux-ci ne constituent pas politiquement une force, et il est très peu probable qu'un regroupement de masse s'opère directement autour d'eux. Mais par leurs actions, par les propos qu'ils prononcent dans les procès, ils entretiennent un certain nombre d'idées qui serviront à rassembler une masse à tendances fascisantes.

Un des premiers signes de regroupement sur la droite a été donné au lendemain des Accords d'Evian par la crise chez les Indépendants, une partie évoluant très à droite pour capitaliser le mécontentement d'une partie de la petite bourgeoisie reprochant à de Gaulle d'avoir bradé l'Algérie.

Le développement d'un mouvement fascisant est lié à l'évolution de la conjoncture et à la ranimation du mouvement ouvrier. Il faut distinguer entre l'existence d'un mouvement fasciste constituant un facteur politique nouveau en France depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, et la menace d'une prise de pouvoir par ce mouvement. Aussi longtemps que la situation sociale ne se tendra pas au point de soulever la crise du régime gaulliste, le pouvoir bonapartiste s'efforcera de se servir de ce mouvement ultra-réactionnaire dans son jeu de bascule entre la droite et la gauche. Par contre, en cas de danger pour l'ordre social, le grand capital regardera du côté de ce courant pour se défendre. De toute façon, l'apparition de ce mouvement introduira dans la vie politique française un élément nouveau par rapport à ce qu'elle a été depuis la fin de la deuxième guerre mondiale : nous assisterons à une utilisation plus fréquente, plus systématique de la violence.

V - LA CLASSE OUVRIERE DEPUIS L'AVENEMENT DU GAULLISME

Le 13 mai 1958 fut une défaite qui, achevant la détérioration qui s'était produite au détriment de la classe ouvrière au cours des années qui ont suivi la deuxième guerre mondiale, affecta profondément le rapport des forces entre classes.

Cependant la limite de cette défaite fut tracée par deux ordres de faits : sur le plan économique la conjoncture de plein emploi, sur le plan politique la résistance de la Révolution Algérienne et l'incapacité du régime gaulliste à trouver rapidement un compromis avec elle.

Sur le plan économique, après une sérieuse diminution du niveau de vie des travailleurs (mesures Pinay en fin 1958); les travailleurs ont assez rapidement surmonté la situation et commencé à présenter des revendications et à profiter du plein emploi pour rattraper une partie du terrain perdu. Les ouvriers qualifiés ont en général obtenu plus facilement des augmentations de salaire, sans larges mouvements, la politique patronale s'étant combinée à la politique de "particularisation" de la C.G.T. L'éventail des salaires et traitements s'est ouvert plus largement au cours des dernières années. Ce sont les catégories de travailleurs à statut qui se sont trouvés les plus défavorisés et qui, par suite, se sont livrés à des manifestations et mouvements généraux. Néanmoins, pendant toute la période de la guerre d'Algérie, les mouvements revendicatifs ont été limités.

La fin de la guerre d'Algérie va poser le problème des revendications économiques de la classe ouvrière sur un plan nouveau même si la conjoncture économique se maintient. La diminution du temps de service va amener une importante quantité de jeunes sur le marché du travail. Cette tendance va être renforcée par divers facteurs : l'arrivée sur ce marché des couches provenant de des années de hautes natalité, les couches rejetées par la concentration hors du commerce ou de la paysannerie. Compte tenu enfin, et non comme un moindre facteur, de l'augmentation de la productivité du travail, des augmentations de salaire seront plus difficiles à obtenir. La plus importante revendication dans la période qui vient est celle concernant la semaine de travail. Dès maintenant elle est soulevée de plusieurs façons : réduction de la semaine légale, augmentation des vacances. Pour le moment, la réduction de la semaine légale aboutit à demander une augmentation de salaire, étant donné la pratique courante des heures supplémentaires, mais c'est une revendication qui vise à obtenir une garantie pour l'avenir.

L'importance de cette revendication, c'est qu'à la différence des demandes d'augmentation de salaire qui, comme indiqué plus haut, aboutissaient à accroître les différenciations au sein de la classe ouvrière, elle tend à unir la classe ouvrière comme classe et à la dresser contre le patronnat et son Etat; c'est dire que cette revendication favorise la politisation de la classe ouvrière. Mais cette revendication si importante qui reprend une grande tradition du mouvement ouvrier n'est aucunement l'objet d'une campagne systématique des organisations, campagne qui acquerrait inévitablement une valeur politique.

Sur le plan politique, la classe ouvrière a été fortement affectée. S'il est vrai que les partis ouvriers conservent en gros leur clientèle électorale, on a vu cependant qu'ils craignent de perdre de leur autorité auprès de celle-ci dans des plébiscites et qu'ils s'adaptent eux aussi, avec certaines formes, au Gaullisme, tout en le combattant verbalement. C'est tout au plus une lutte de type parlementaire qu'ils mènent contre lui, c'est-à-dire une forme de lutte sans signification réelle contre un tel régime. Ils esquivent tout ce qui pourrait

conduire à des épreuves de force avec ce régime.

Au contraire le pouvoir gaulliste est constamment sur l'offensive contre les manifestations les plus traditionnelles des partis, et il n'hésite pas à donner un blanc seing à son appareil répressif qui est truffé d'éléments fascistes.

Les plus larges couches ouvrières sont encore dans l'apathie. La manifestation la plus nette d'une reprise politique s'exprime dans la participation de jeunes (adhésions, manifestations). Le vieillissement du P.C.F. paraît s'être arrêté dans la dernière année. On a vu dans la jeunesse universitaire les premières tendances à ne pas rester dans le cadre de la légalité et à affronter non seulement les fascistes mais aussi l'appareil d'état dans la rue. Mais ce ne sont encore que des manifestations d'avant-garde, importantes à la fois comme symptômes et comme stimulants, mais dont on ne saurait tirer des conclusions précises quant au rythme de la marche de la classe ouvrière dans son ensemble. Cette politisation dans des couches périphériques s'exprime plus particulièrement au sein de plusieurs organisations politiques et syndicales (PSU, CFTC, UNEF). C'est pourquoi un problème particulier se trouve posé en ce qui concerne le recrutement d'une avant-garde marxiste révolutionnaire dans l'immédiat, en vue de la construction du parti marxiste révolutionnaire de masse qui reste à plus longue échéance essentiellement dépendante des développements au sein du PCF.

La signification du mouvement fascisant et surtout la signification du régime gaulliste et des problèmes que pose son renversement n'ont pas été portées devant les grandes masses, parmi lesquelles sévissent les tendances nourries et encouragées depuis la fin de la deuxième guerre (méthodes parlementaires, pétitions, etc...). Dans la mesure où les directions officielles parlent de la liquidation du régime gaulliste, elles n'envisagent et ne proposent que des moyens constitutionnels, c'est-à-dire qui supposeraient l'accord de de Gaulle. Même quand il est question de ce qui pourrait survenir en cas de mort de de Gaulle, ils restent dans le cadre de la "légalité" dans la Vème République.

LE MOUVEMENT SYNDICAL

Par suite de la gravité de la défaite ouvrière sur le plan politique et du fait que le régime bonapartiste diminue les organisations politiques adaptées au régime parlementaire, mais en même temps a besoin des organisations syndicales pour encadrer les masses et les employer dans ses louvoiements, les organisations syndicales ont acquis dans le régime gaulliste un poids spécifique supérieur à celui des partis ouvriers.

La CGT reste la centrale la plus importante et la plus influente. Entre FC et la CFTC des variations se sont produites au bénéfice de la CFTC. En outre tandis que FO reste implantée dans des corporations peu mobiles (fonctionnaires, postes, etc...), la CFTC a gagné dans des milieux ouvriers, et gêne ainsi l'action du PCF et celle de ses cadres dirigeants dans la CGT. C'est ce qui explique les attaques renforcées contre la CFTC par la direction du PCF.

L'UNEF a occupé une place grandissante au cours des toutes dernières années, à la fois en résultat du poids croissant de la jeunesse et du fait qu'elle agissait dans le milieu où le combat politique se trouvait mené.

La question de l'unité syndicale n'a pas acquis une importance réelle dans les rapports entre les différentes organisations syndicales, mais elle reste un mot d'ordre essentiel pour le mouvement ouvrier et pour la progression d'un courant marxiste révolutionnaire. Le Comité créé autour de cette question dans un but anti-communiste végète.

Par contre la question de l'unité d'action se pose dans des conditions tout à fait différentes. Sur le plan national, FC s'y oppose absolument. C'est une difficulté qui, dans quelques cas, parvient à être tournée par des interventions dans de multiples directions de la part de la CFTC, de la FEN et de l'UNEF. Ce jeu témoigne néanmoins que la question de l'unité d'action à un niveau politique quelconque est extrêmement difficile à résoudre dans les conditions actuelles, avec les directions actuelles.

La CGT conserve apparemment son allure de toujours : domination du PCF, tolérance envers la minorité droitiste Lebrun. A FC, une gauche très timorée a défendu au dernier Congrès l'idée qu'il n'y avait pas à craindre l'unité d'action avec la CGT. Mais cette gauche pour sa plus grande partie restait nettement anticommuniste et ne cherchait nullement à renverser la direction Bothereau. A la CFTC, la direction a légèrement évolué vers la gauche, tout en affirmant en même temps plus nettement ses distances envers la CGT. A l'extrême gauche de la CFTC s'affirme un courant centriste.

La direction de la FEN est entre les mains des réformistes de toute nuance allant des conceptions des leaders du PSU jusqu'au progaulisme.

On ne peut, dans un avenir proche envisager un changement de cette situation.

L'intérêt de la FEN réside en ce :

- qu'elle a échappé à la scission syndicale de 1947. Elle groupe la quasi totalité des syndiqués de l'Enseignement public.

2 - que l'affrontement en son sein de multiples tendances crée une situation favorable à un travail critique et constructif.

3 - que sa place originale par rapport aux Centrales lui permet de jouer, à l'heure actuelle, le rôle de trait d'union entre FC, la CFTC et la CGT, et pourrait lui permettre à l'avenir, de jouer celui de catalyseur dans le processus de l'unification syndicale.

LE MOUVEMENT POLITIQUE

La politique du PCF se définit, avant tout, par la conception erronée et anti-dialectique que le développement économique et culturel des Etats ouvriers - de l'URSS tout particulièrement - est le facteur décisif et quasi exclusif de la marche de l'humanité au socialisme.

L'adaptation à cette stratégie générale; inspirée des intérêts de la bureaucratie et connue sous le nom de coexistence pacifique, porte le nom de "démocratie renouvelée" ou maintenant de "démocratie véritable".

Elle se traduit par un attentisme spécifique envers le régime capitaliste et par le refus d'élaborer un programme de transition.

La revendication de la nationalisation des monopoles de fait, de la gestion démocratique des entreprises nationalisées, les tentatives des dirigeants du PCF de trouver les moyens de jouer un rôle plus important que par le passé dans le rassemblement des démocrates, ne doivent être interprétés que comme le résultat de la pression des militants et des travailleurs méfiants envers un retour pur et simple au régime de la IVème République.

La direction du PCF ne recherche d'ailleurs pas vraiment à mobiliser les masses et de la bouche même du secrétaire général adjoint du Parti Communiste Français est prêt, sur le terrain même du programme démocratique, à un certain nombre de compromissions.

Malgré une perte de substance importante - intellectuels de différentes disciplines, cadres moyens démoralisés par les révélations de Krouchtchev - la direction thorésienne est parvenue à surmonter les contrecoups de la déstalinisation en URSS, et dans les Etats ouvriers.

Mais les rapports entre la direction et les militants et surtout entre le Parti et les masses sur le plan de l'action, sont allés en se détériorant, à tel point qu'à l'heure actuelle, cette détérioration est le premier aliment de la crise.

Au centre de la crise actuelle se trouvent les difficultés pour l'organisation de mobiliser la classe sur des mots d'ordre du Parti ou sur ceux qu'essaient de prolonger les militants communistes dans la CGT. Cette situation est considérée par la direction comme pleine de danger. La préoccupation essentielle du noyau dirigeant, est de conserver l'emprise majoritaire du Parti sur la classe, sans changer de politique comme le révèle le discours de Thorez à la session de Besons du Comité Central.

Par rapport à la situation antérieure cela présente une nouveauté. C'est la marque de la profondeur de la crise, dans la mesure où elle est maintenant entretenue par les problèmes qui se posent quotidiennement aux militants.

Cette crise ne prend pas l'aspect d'opposition franche, organisée à la direction ni même à sa politique, à l'exception faite du secteur étudiant.

Le caractère statique de la crise s'explique par la lenteur de la remontée du mouvement ouvrier.

Le PS n'a pas été profondément affecté par la création du PSU. Il garde la plus grande partie de sa clientèle électorale et aussi ses quelques bastions ouvriers (Nord, ...). De ce fait, il maintient sa place de parti réformiste sur l'échiquier politique en France.

La direction Mollet ne rencontre pas d'opposition intérieure véritable. La "gauche" (Gazier) se satisfait de l'opposition verbale de Mollet à de Gaulle. Instrument parlementaire au plus haut point, rassemblant une importante partie des cadres politiques de la IV^{ème} République, le PS pratique une sorte d'hibernation, avec un vague espoir que le bon temps parlementaire reviendra. Ce parti conserve sa base électorale même si dans quelques points elle se trouve entamée légèrement par la présence de vieux cadres passés au PSU.

La direction du PS est fondamentalement opposée à toute unité d'action avec le PCF. Elle recherche seulement des accords avec des fractions de la bourgeoisie (Pinay, etc...) pour l'éventualité d'une crise du régime gaulliste. Il faut cependant remarquer que Mollet a renoué à un moment donné des relations avec Mendès France (à titre personnel, et en dehors de tout rapport avec le PSU) aussi dans l'éventualité d'une crise du régime gaulliste.

Le PSU n'a pas de base de masse et ne constitue qu'un facteur très limité dans la vie politique du pays à l'échelle actuelle. Mais en raison de la politisation qui atteint des couches nouvelles rebutées par les politiques du PCF et du PS, il rassemble entre autres des militants jeunes, sans formation précise, qui recherchent une organisation, une doctrine pour asseoir leur activité politique. Le PSU constitue aussi en Province un lieu de rassemblement de militants plus formés qui, s'ils s'organisaient sur une base politique bien délimitée, se trouveraient isolés et incapables de toute activité militante. Dans ces conditions, le PSU est une organisation politiquement hétéroclite qui a une justification dans la condition faite au mouvement ouvrier par la domination qui subsiste encore des directions Thorez et Guy Mollet. Le PSU est formé de tendances fluctuant assez largement. On peut

cependant y **distinguer** : une droite, combinant à la fois les mendessistes et une large part de sociaux-démocrates modérés, attachés au parlementarisme; un centre dirigeant le parti, dans lequel se retrouvent des sociaux-démocrates, des révisionnistes à la recherche perpétuelle de nouvelles théories pour "dépasser" le marxisme; une gauche, qui comprend des éléments hétérogènes mais au sein de laquelle une aile progresse vers le marxisme révolutionnaire, qui, si elle se maintient, se renforce et sait s'incruster en milieu ouvrier pourrait, et en particulier en exerçant une certaine influence sur la crise du PCF, devenir un élément constituant du parti révolutionnaire de masse que nous avons comme objectif.

VI - LES PERSPECTIVES DU REGIME GAULLISTE

Le régime gaulliste n'a pas pu se consolider et se stabiliser du fait qu'il n'a pu arrêter la guerre d'Algérie qu'en cédant l'essentiel à la Révolution algérienne, et qu'il n'a pu régler la question algérienne qu'au travers d'une défaite du capitalisme français. D'ores et déjà on voit s'esquisser la polarisation des forces entre lesquelles le bonapartisme s'efforce de louver.

Mais les rythmes de développement de la crise du régime bonapartiste sont fonction de plusieurs facteurs d'ordre national et international, et de leur interaction.

En premier lieu jouera la conjoncture économique internationale et ses répercussions sur la conjoncture économique en France. Aussi longtemps que celle-ci se maintiendra à un certain niveau et que l'économie française sera en état d'absorber aussi bien la plus grande partie des nouvelles générations que les pieds-noirs venus en France, le régime bonapartiste trouvera dans ce fait un facteur de durée, de prolongement de l'apathie politique qui est son atout essentiel. Par contre, toute détérioration un peu sérieuse de la conjoncture économique en France agira comme un accélérateur puissant de la polarisation sociale et de la crise du régime gaulliste.

Les poussées revendicatives qui ne manqueront pas de se produire tout en se situant dans le cadre du régime bonapartiste tendent, en s'amplifiant, à le miner et à réduire sa capacité de manœuvre.

Parmi les facteurs politiques susceptibles de provoquer un réveil politique dans les masses, il faut donner une place importante à la marche de la Révolution algérienne et aux événements d'Espagne.

La classe ouvrière française n'a pas été très sensible à la Révolution algérienne dans les années passées, notamment du fait que la direction du PCF a eu une politique criminelle, mais cela a été facilité parce que les militants communistes voyaient dans la lutte du peuple algérien, dirigée par le FLN, seulement un mouvement de libération nationale et nullement une révolution sociale. Dans le cas d'un développement favorable, d'une transcroissance de la révolution en révolution socialiste, la classe ouvrière française, à commencer par les militants communistes, se trouveront confrontés avec une expérience proche d'eux sortant du cadre capitaliste.

Quant à l'Espagne, les traditions de solidarité, des brigades internationales, sont restées vivantes, même si le bilan de la politique stalinienne pendant la révolution espagnole n'a pas été dressé. De même que l'arrivée au pouvoir de

de Gaulle donna un nouveau bail à Franco, de même la chute de Franco serait un coup des plus rudès au régime gaulliste.

La crise internationale du stalinisme, au cas où elle prendrait de nouvelles formes spectaculaires, pourrait avoir des conséquences sérieuses dans le PCF, dont nous avons analysé plus haut la condition intérieure.

Conscient des difficultés qui l'attendent, de Gaulle envisage des mesures destinées à renforcer l'appareil d'Etat et les dispositions répressives.

Dans l'immédiat, la lutte directe engagée par l'OAS contre de Gaulle peut aboutir en cas de succès d'un attentat. Dans ce cas la bourgeoisie ne disposant pas d'une personnalité comme de Gaulle devra trouver un substitut de moindre envergure, la crise du régime bonapartiste s'en trouverait considérablement accélérée. Mais il ne s'agit là que d'un accident possible. L'éventualité sur laquelle nous devons orienter notre activité est la suivante : la fin de la guerre d'Algérie va ouvrir une période où le bonapartisme de de Gaulle deviendra pour ainsi dire plus "bonapartiste". L'armée avec laquelle de Gaulle a eu tant de démêlés sera avec lui un des plus importants facteurs de la direction du pays, et de Gaulle lui conservera beaucoup d'attention. Mais en même temps, l'état de l'armée, sortie défaite d'une période de quinze années de guerre coloniale indique toute la faiblesse interne de ce bonapartisme.

Des poussées réactionnaires dans un sens, de grandes poussées revendicatives d'autre part, le recours à la violence tant de la part des groupements fascistes que de la part de l'appareil d'état, contribueront à accélérer l'usure du régime et à préparer des affrontements sociaux dans des épreuves de force.

VII - PERSPECTIVES ET TACHES

I - Sur le plan politique :

Durant la période à venir, le régime bonapartiste va se trouver en but à de nouvelles attaques de droite et de gauche.

Mais le mouvement ouvrier qui admet la nécessité de modifier ce régime est paralysé par les confusions, les diversions de ses directions. Au travers de la polarisation des forces sociales et politiques en France, le niveau de combativité, de politisation de l'avant-garde ouvrière, d'un mouvement encore lent s'élèvera. Nous devons apporter la contribution maxima à ce réarmement politique en insistant sur un certain nombre de points essentiels.

La bourgeoisie est également désorientée. D'une part le grand capital a toujours besoin du bonapartisme. Mais par ailleurs les couches de la petite et moyenne bourgeoisie, des éléments de la grande bourgeoisie, voient avec crainte diminuer leurs possibilités d'intervention sur le gouvernement. C'est ce qu'exprime la fronde des partis bourgeois traditionnels qui craignent l'aventure que serait la succession de de Gaulle. A l'opposé, dans un climat social qui risque fort de se détériorer par la conjonction du mécontentement ouvrier et de celui des couches moyennes, le pouvoir se durcira. Il tolérera des mouvements fascistes, appuyés plus directement sur le grand capital pour faire contrepoids au mouvement ouvrier. L'existence d'une telle polarisation politique invitera incidemment une part non négligeable de la bourgeoisie à taire ses rancœurs et à accepter la médiation du bonaparte.

Ce n'est que la disparition de de Gaulle ou de grandes poussées des masses qui peuvent faire disparaître le bonapartisme actuel. Au moins durant le long laps de temps que réclame la stabilisation des structures économiques du Marché Commun.

Dans le cas d'une chute à froid (mort de de Gaulle par exemple) les mêmes nécessités donneront les mêmes résultats. Et une expérience nouvelle de démocratie parlementaire ne durera que le temps de trouver un nouveau Bonaparte et les conditions de son accession au pouvoir.

Le régime bonapartiste (de Gaulle ou son successeur) s'écroulant sous les coups des masses peut, du fait de la démission des directions ouvrières, laisser place à un quelconque Mendès France propre à détourner le mouvement des masses. Mais les conditions mêmes de son installation rendront tout à fait illusoires les apparences de démocratie bourgeoise et l'existence durable de ces apparences mêmes. C'est dans une telle situation et même déjà pendant la crise aigue du bonapartisme qu'il deviendrait souhaitable et possible pour la bourgeoisie d'écraser la classe ouvrière. C'est aussi dans un tel état de fait que le fascisme pourrait trouver l'appui de masse rendant possible son utilisation à cette fin.

Les analyses économiques laissent prévoir la fin de la prospérité économique de l'Europe. Il est évident que cela ne pourrait qu'accentuer les rythmes et rapprocher les affrontements. En réalité le dilemme demeure : après le bonapartisme, SOCIALISME ou FASCISME.

Notre effort doit donc nous porter sur :

a) la lutte pour un programme de transition qui se fixe comme objectif le passage du système capitaliste au socialisme, et rejette les interprétations réformistes ou bourgeoises de gauche de cette notion.

b) la formation d'un gouvernement provisoire ouvrier et paysan pour réaliser ce programme et qui soit placé sous le contrôle des masses travailleuses. Entre autre, ce gouvernement convoquera une Constituante qui rejettera l'emprise des trusts en modifiant fondamentalement les structures économiques et politiques.

c) moyens essentiels d'action, embryons de la démocratie ouvrière, les comités d'usines, de paysans pauvres, de soldats, doivent être un des premiers objectifs pour le Front Unique de la classe ouvrière.

Parallèlement des groupes d'auto-défense contre le fascisme, contre le gaullisme doivent se créer.

Il nous faut aussi insister que le rôle des Comités ne s'arrête pas à la constitution d'un nouveau gouvernement, mais qu'ils doivent devenir la base du nouveau régime. La présence des partis ouvriers au gouvernement, des nationalisations ne modifient pas obligatoirement la nature du régime bourgeois.

Le contrôle, voire la gestion de l'industrie, du crédit doit s'exercer de bas en haut par les Comités ouvriers et paysans eux-mêmes.

d) une revendication doit être mise en avant avec une particulière vigueur, les 40 heures, étape vers les 35 heures de travail, avec 1 mois de congé, sans diminution de salaire. En effet, cette revendication est :

- unificatrice, car propre à rassembler l'ensemble de la classe ouvrière française et européenne, ce qui n'est pas le cas des revendications de salaires, trop diversifiées.

- politique, car elle peut opposer la classe ouvrière d'un bloc contre le capital et poser ainsi concrètement aux yeux de larges masses la question du pouvoir.

- adaptée au besoin généralement ressenti d'une amélioration des conditions de vie autant que des salaires.

e) Le Marché Commun doit déjà être considéré comme une donnée de fait et comme un cadre économique-politique à la lutte ouvrière. Les organisations social-démocrates s'y intègrent au sommet par une lutte pour plus de strapontins dans les organismes impérialistes. Les PC, pas encore dégagés de leur politique de chauvinisme respectif, ne semblent pas avoir encore défini une stratégie ouvrière commune. Il appartient à notre mouvement de montrer la voie internationaliste qui tire partie des structures du Marché Commun pour unifier les luttes des travailleurs européens contre leurs bourgeoisies coalisées pour l'organisation de l'exploitation ouvrière dans ce nouveau stade de l'impérialisme.

A cette fin, notre parti analysera devant les masses les mécanismes de superexploitation du Marché Commun, et combattra les procédés de division des travailleurs qu'ils comportent. Il mettra en demeure les grandes organisations ouvrières syndicales et politiques de rompre leur isolement chauvin et de dresser devant l'organisation impérialiste, un front ouvrier luttant sur un programme commun.

f) l'importance des développements en cours en Espagne et au Portugal doit être soulignée sans cesse, et une aide politique et pratique doit être exigée de tous les mouvements et militants français se revendiquant de la classe ouvrière.

g) la campagne de soutien à la révolution coloniale doit se poursuivre et s'intensifier.

Sans négliger d'aucune façon la défense de l'Etat ouvrier cubain qui est sans doute le plus proche d'une politique marxiste révolutionnaire, de nouveaux besoins se font jour avec l'Angola, la Rhodésie, l'Afrique du Sud.

Il nous faut tendre avec force à rendre conscient à l'avant-garde les intérêts objectivement communs du prolétariat européen et des peuples d'Afrique, d'Amérique Latine, d'Asie. Dans cet effort il nous faut surmonter les poisons nationalistes tolérés et même répandus par les directions réformistes et khrouchtchéviennes. Il nous faut montrer l'absolue nécessité pour les militants ouvriers de se placer sans cesse dans une perspective révolutionnaire.

La théorie de la révolution permanente, que des faits plus nombreux chaque jour confirment doit être largement popularisée.

Simultanément le rôle moteur de la Révolution coloniale, à l'heure présente, doit être mis en évidence.

2 - Sur le plan d'organisation

a) notre expression indépendante doit élargir considérablement son audience. Le journal ^{amélioré} dans sa rédaction, son volume, sa diffusion. Les brochures doivent plus fréquemment répondre de façon détaillée aux problèmes actuels. Les cercles, K. Marx ou autres doivent reprendre vie.

b) le travail en direction du PCF doit se poursuivre. Aucun élément n'infirme nos prévisions sur la crise internationale du stalinisme, et en France, ni sur ses formes.

La crise du PC italien confirme, par exemple le bien fondé de notre tactique de construction du parti marxiste révolutionnaire de masse. Toutefois il est indispensable de trouver de nouvelles formes d'action vers le PCF, certains secteurs du mouvement communiste en France semblent permettre une intervention active de notre part.

c) nous devons inciter les camarades proches de nos positions dans le PSU à poursuivre, étendre et structurer leur tendance, mais aussi à trouver les formes

d'action qui ne les mettant hors de la discipline de leur parti, permettent le regroupement par l'action.

- groupe d'auto-défense
- comités de front unique sur la base locale
- rassemblement des militants du PSU dans les syndicats sur l'unité d'action et l'unité organique

d) mais ainsi que nous l'avons déjà souligné des courants autonomes tendent à se développer notamment dans la jeunesse. La révolution coloniale, la confusion du PSU, la crise non spectaculaire mais profonde du PCF, font que se maintiendraient ces courants sous des formes diverses et changeantes. Ceci nous offre, notamment la possibilité d'élargir les rangs du parti. Le recrutement commencé il y a 2 ans peut maintenant s'amplifier. Mais cela exige un travail indépendant qui ne se limite pas à la publication de notre presse, mais fasse intervenir des noyaux ouvertement indépendants, donnant l'exemple dans les divers domaines de notre politique.

e) dans la multiplicité et le poids des tâches qui nous ont échu dans les années passées, nous avons pris quelque retard sur le plan de l'éducation du parti à ses divers échelons, un redressement s'avère indispensable.

=====

VOTES :

TITULAIRES :

PCUR : BERI, CLOUZOT, FRANK, LENCIR, MASSON, MAUREL, MAX,
MICHARD, RAMOS

ABSTENTIONS : ANSELME - ROBERT (pour désaccord avec passage page 11,
dernier paragraphe jusqu'aux mots suivants page 12 : "Socialisme ou fascisme").
LAURENT (pour désaccord sur passage "gauche du PSU, page 10)

SUPPLEANTS :

POUR : ARNOLD, BRATES, GERVAISE, JEAN, LUISANT

COMMISSION DE CONTROLE :

PCUR : BRUNC, VICTOR

Sur le passage concernant la gauche du PSU (page 10) à partir de : "... une gauche qui comprend ..." jusqu'à la fin du paragraphe. Les votes suivants sont intervenus :

POUR : ANSELME, ARNOLD, FRANK, JEAN, LUISANT, MASSON, MAX, MICHARD, RAMOS, ROBERT

CONTRE : BERI, CLOUZOT, LAURENT, LENCIR

ABSTENTIONS : MAUREL, GERVAISE, BRATES

Titulaires absents de cette session du CC : CADOT

Excusés : EMILE, FORTIN, MARCO, MAXIME, REGNAULT

Suppléantes excusée : DOMINIQUE

Commission de Contrôle : Excusé malade : MARECHAL